



Privatisation de la cardiologie Sur la Côte Basque, on n'a plus le choix !

Le centre de cardiologie du Pays Basque a ouvert ses portes sur le site unique de l'hôpital de Bayonne-St Léon le 16 février dernier. Il s'agit d'un Groupement de Coopération Sanitaire (GCS) à statut privé autonome qui regroupe les activités de cardiologie de ses membres : Capio Clinique Aguilera de Biarritz (privé), Capio Bayonne (privé) et le Centre Hospitalier de la Côte Basque (public). Le GCS intervient en cardiologie médicale, en cardiologie interventionnelle et en soins intensifs, des domaines auparavant pris en charge à la clinique Lafourcade de Bayonne (privé) et au Centre Hospitalier (public).



Cette offre de soins se décompose de la façon suivante : 59 lits d'hospitalisation, dont un service de semaine de 18 lits et 5 places d'hôpital de jour ; 16 lits en Unité de soins intensifs de cardiologie ; 3 salles interventionnelles pour les activités d'angiocoronarographie, d'angioplastie vasculaire et de rythmologie. Un plateau technique de consultations et d'explorations est composé d'un secteur libéral au troisième étage et d'une consultation publique au rez-de-chaussée.

Les cardiologues issus des groupes médicaux privés CCEB (Centre de Cardiologie et d'Exploration de la Côte Basque) assurent l'ensemble des activités tant pour l'hospitalisation programmée que pour l'accueil des urgences cardiologiques.

L'accueil et l'admission des patients, des visiteurs et des consultants s'effectuent directement dans les locaux du GCS au troisième étage de l'hôpital, le Groupement assurant de façon indépendante la gestion de l'ensemble des activités médicale, soignante, médico-technique, logistique et administrative et possédant une pharmacie autonome. Il dispose de son propre personnel recruté par reprise des agents des cliniques Capio (93 agents), par recrutement extérieur (7 agents) et par mise à disposition par l'hôpital (30 agents).

Le passage du public au privé amène une détérioration des conditions de travail des infirmières : le nombre de patients par binôme d'infirmières augmente, la demi-heure de repas n'est plus comptée comme temps de travail. Aujourd'hui les infirmières venant de l'hôpital gardent leur salaire, supérieur à celui des infirmières venant du privé, et cela crée des tensions entre elles. Dans trois ans ces infirmières « privilégiées » devront rejoindre totalement le statut des infirmières privées... Un peu de sursis...



Intérêt financier ou intérêt des malades ?

On peut se demander quel est l'intérêt du Centre Hospitalier d'accueillir cette structure privée en son sein ? Et bien l'hôpital a été retenu pour assurer l'ensemble des prestations médico-techniques (laboratoire, imagerie) et logistiques (restauration, blanchisserie, entretien des locaux communs, gestion des déchets, téléphonie) qui sont refacturées au GCS, tout comme la mise à disposition des locaux hospitaliers. Du point de vue de la gestion financière on peut donc penser qu'étouffé par des restrictions budgétaires de plus en plus importantes, l'hôpital retrouve un peu de souffle grâce au paiement de ces prestations.

Mais où est passée la vision de l'intérêt des malades ? Le droit à la santé pour toutes et tous ? A cette question il est répondu que le Centre Hospitalier maintient une offre de cardiologie publique pour offrir aux usager-e-s l'accès à des consultations externes publiques et des explorations (épreuves d'effort, échographies). De qui se moque-t-on ? Il s'agit d'une offre minimaliste, qui demandera des délais d'attente très longs.



Soyons clairs, la privatisation de l'ensemble de la cardiologie de la Côte Basque est une atteinte au droit à la santé pour toutes et tous. Les habitant-e-s de notre région n'ont plus d'autre choix que de s'adresser au GCS en cas de problème cardiaque quel qu'il soit.

C'est là une illustration de la politique du gouvernement qui, en matière de santé publique, est catastrophique : les hôpitaux manquent de moyens, les équipes sont épuisées.

A quand une grande révolte de tou-te-s les soignant-e-s et de la population pour retrouver un service hospitalier de qualité ?

é
d
i
t
o



Antisémitisme et islamophobie Deux fléaux à combattre*

L'islamophobie est, sans nul doute, la forme de racisme la plus répandue en France. Elle resurgit aux détours de débats sur l'immigration, la délinquance, la laïcité, le voile, l'abattage halal ou les prières de rue. Il s'agit pour des politiciens, des médias, voire des intellectuels de prendre n'importe quel prétexte pour stigmatiser "la communauté musulmane", c'est à dire, en gros, toutes celles et tous ceux issus de l'immigration africaine ou nord-africaine. Le terme de "communauté musulmane" est d'ailleurs un abus de langage car parmi les six millions de personnes plus ou moins concernées par ce concept on trouve des musulmans bien sûr mais aussi des adeptes d'autres religions et, bien entendu, des laïcs et des athé-e-s. Quant à leurs sympathies politiques elles vont de l'extrême-droite à l'extrême-gauche en passant par toutes les nuances de l'éventail politique hexagonal. Mais le terme de "communauté musulmane" permet de les considérer comme une entité à part, largement étrangère, voire hostile.



Un racisme néocolonial

L'islamophobie n'est que la traduction moderne du racisme à l'égard des Arabes, des Kabyles et des Noirs qui a accompagné l'aventure coloniale française en Afrique depuis le début du XIX^{ème} siècle. Pour justifier la colonisation, puis l'exploitation éhontée des populations du Continent noir on leur forgea de toutes pièces une identité repoussante (paresseux, fourbes, cruels, violents ...).

L'Empire colonial français a disparu depuis plus d'un demi-siècle mais les stéréotypes racistes forgés ont survécu et s'appliquent désormais à celles et à ceux venus de ces pays pour travailler en France et à leurs descendant-e-s. C'est une forme de racisme "anti-pauvre" dans la mesure où ces immigré-e-s de deuxième ou troisième générations sont tout en bas de l'échelle sociale, parqué-e-s dans des logements ou des quartiers insalubres et les premières victimes du chômage de masse que de nous connaissons.

C'est aussi devenu une forme de racisme "politiquement correct" qui ne s'en prend plus ouvertement aux Arabes ou aux Noirs mais à l'Islam, religion présentée comme plus dangereuse que les autres sous des prétextes hypocritement respectables tels que la lutte pour les droits des femmes et des homosexuels, voire la défense de la laïcité.

Un racisme au quotidien

La population des quartiers défavorisés est victime d'un racisme au quotidien qui se manifeste dans toutes les sphères de la vie sociale. Les jeunes constituent souvent la moitié ou plus des élèves des Zones d'Education Prioritaires (ZEP), celles et ceux qui ont moins de 25 ans sont à 45 % au chômage dans les "zones urbaines sensibles", c'est à dire un pourcentage double que celui qui existe à l'échelle nationale, sont systématiquement discriminé-e-s lors de réception des CV, des entretiens préalables d'embauche, de l'attribution de formations, voire d'entrée dans les boîtes de nuit. Un Noir ou un Arabe ont 6 à 7 fois plus de risques d'être contrôlés par la police qu'un européen "de souche" (ce que l'on appelle le contrôle au faciès) et sont aussi les premières victimes des violences policières. Et, malgré les promesses du candidat Hollande, ces contrôles continuent de plus belle.

Pour beaucoup donc le cauchemar est quotidien et il n'est pas vraiment étonnant que certain-e-s se laissent attirer par les sirènes de l'islamisme radical et sombrent dans le terrorisme et l'antisémitisme.

L'hypocrisie des Pouvoirs publics

De leur côté les Pouvoirs publics, s'ils s'affirment volontiers "antiracistes", considèrent cependant dans la pratique l'islamophobie comme très secondaire comparé à l'antisémitisme. Ils parlent, par exemple, de la lutte "contre le racisme et l'antisémitisme", englobant dans le premier terme le racisme anti-Arabe, anti-Noir et anti-Rom mais faisant du racisme contre les Juifs un combat à part qu'ils privilégient.

Selon certains recruteurs, il y a une faute dans le c.v. de Djamila. Elle s'appelle Djamila.



Pour notre part nous luttons contre tous les racismes sans tenter d'établir une hiérarchie entre eux. Nous considérons que toute forme de racisme est, sur le plan moral, détestable. De plus le racisme divise les rangs du prolétariat en lui présentant comme "ennemis" des groupes ethniques, nationaux ou religieux qui ne sont en rien responsables de son exploitation. Combattre le racisme est donc pour nous une obligation majeure

* Cet article sur l'islamophobie fait suite à celui sur l'antisémitisme publié dans le numéro de mars de "Résistances".



L'Agriculture : le nerf de la guerre

Entretien avec Ana Bados militante d'ELB (Euskal Herriko Laborarien Batasuna)

(Syndicat affilié à la Confédération paysanne agissant pour la défense des paysans du Pays Basque et la promotion d'une agriculture de qualité)

Le 7 février dernier a eu lieu à Macaye une journée d'information et de soutien à la Palestine. A cette occasion nous avons rencontré Ana qui y a fait une intervention sur l'agriculture dans ce pays.

Résistances : Peux-tu nous dire dans quel cadre tu as rencontré des représentantEs de l'agriculture palestinienne et ta motivation pour le faire ?

Ana : Je représentais ELB au sein de la délégation d'observation des droits des paysans et des paysannes et des pêcheurs dans les Territoires Occupés Palestiniens, organisée par *La Via Campesina*, mouvement paysan international. Cette délégation était composée de représentantEs de différentes organisations paysannes du Pays Basque et d'Andalousie (EHNE-Bizkaia, SOC, ELB), certaines travaillant pour la souveraineté alimentaire des peuples. *La Via Campesina* a répondu ainsi à l'appel à soutien lancé par le syndicat agricole palestinien *l'Union of Agricultural Workers Committee* (UAWC) qui est la première organisation paysanne palestinienne à rejoindre le mouvement de *La Via*.

La délégation avait donc deux objectifs : premièrement, exprimer notre reconnaissance, notre soutien et notre solidarité à l'UAWC et aux paysanNEs et pêcheurs palestiniens dans leur lutte quotidienne face à l'occupation israélienne et deuxièmement, recueillir les témoignages des organisations et de la population palestinienne sur la violation systématique des droits humains et la spécificité de la situation vécue par les pêcheurs et les paysanNEs palestiniennes. Cette information a été recueillie dans le cadre de la *Déclaration des Droits des paysans et des travailleurs ruraux* qui est actuellement en discussion à Genève. Ce dossier, en cours de rédaction, servira pour l'approbation de cette déclaration proposée par *La Via Campesina* afin de protéger les droits de la paysannerie partout dans le monde (droit à la terre, aux semences, aux moyens de production, à l'information, à la diversité biologique, à la préservation de l'environnement, liberté d'association, d'expression, etc).



R : Quels sont les produits les plus cultivés en Palestine et quels sont les problèmes rencontrés pour pouvoir le faire, en particulier ceux posés par Israël ?

A : L'agriculture a toujours été une composante très importante dans la vie et l'économie palestiniennes et continue à l'être malgré l'occupation israélienne. Elle représente 6 % du P.I.B. (Produit Intérieur Brut) et concerne 13 % de la population active.

Les productions les plus importantes sont les olives, les légumes, la volaille, les œufs, les fruits tels que le raisin, les figes, les oranges, les citrons ou les dates et les céréales. La Palestine est autosuffisante pour certaines de ces productions mais elle dépend des importations pour la viande rouge et surtout pour le blé.



Le gouvernement sioniste utilise deux outils principaux pour mener sa politique d'occupation : la construction des colonies illégales dans les territoires occupés et la construction du mur. Toutes ces constructions impliquent confiscation et expropriation des terres, ainsi que d'autres ressources telles que l'eau. La terre et l'eau sont les deux moyens de production principaux en agriculture et Israël limite ou empêche leur accès. Beaucoup des paysanNEs ont leurs terres de l'autre côté du mur. Pour traverser les portes du mur elles/ils doivent faire des détours de dizaines de kilomètres et doivent avoir un permis. Les horaires pour la traversée du mur sont très limités : une demi-heure à 6 heures le matin, à 12 et 17 heures l'après-midi. Malgré le permis, l'armée israélienne qui en contrôle les portes peut décider d'en refuser le passage. Le plus souvent au moment des récoltes ou lors de la vente au marché local jusqu'à péremption des produits.

Suite page 5



D'autres pratiques communes employées contre la paysannerie sont : la démolition des infrastructures agricoles (bâtiments agricoles, installations d'irrigation, etc.) et des maisons familiales ; la destruction des cultures agricoles ; le déracinement d'oliviers centenaires ; la confiscation d'animaux et la pollution des terres et des nappes d'eau souterraines.



Le mur permet à Israël de contrôler et restreindre les mouvements de la population palestinienne mais aussi les produits en décidant quels sont ceux qui rentrent et/ou qui sortent de Cisjordanie et de Gaza. Il empêche les produits palestiniens de traverser le mur et les frontières pour être vendus ailleurs et en même temps, inonde les marchés locaux de Cisjordanie des produits à bas prix pour contrer la vente des produits palestiniens (dumping). De plus, les paysanNEs palestiniennes doivent acheter des produits de mauvaise qualité à Israël à des prix exorbitants car tout le commerce passe par Israël, augmentant ainsi leurs charges alors que les recettes de leurs produits diminuent. Cette situation met en danger la rentabilité des exploitations palestiniennes, en les obligeant à travailler en dehors de la ferme, très souvent dans des industries ou exploitations des colonies.



R : Quelles possibilités de s'organiser pour ces paysanNEs et quelles luttes peuvent-elles/ils mener face à l'Etat sioniste ?

A : La politique d'occupation d'Israël a deux piliers principaux : l'appropriation de la terre et l'expulsion de la population. Ainsi les paysanNEs palestiniens deviennent l'objectif principal de cette politique, ils/elles sont la première ligne de la résistance. Le fait de rester sur ses terres et de continuer à les travailler constitue la résistance la plus puissante. Leur identité est liée au travail de leur terre et leur conscience de l'importance de continuer à produire pour nourrir leur peuple.

Malgré les attaques israéliennes, leur nombre se maintient. Il y a environ 110.000 fermes dans les Territoires occupés palestiniens et 120.000 hectares cultivés, dont la moitié d'oliviers.



R : Comment pouvons-nous aider ces personnes et par là même le peuple palestinien dans la production/vente de leurs produits ? Le boycott tel que prôné par B.D.S. est-il une solution ? Est-elle approuvée par les agriculteurs/trices en Palestine ? Quel message faire passer à la population du Pays basque à ce sujet ?

A : La campagne de Boycott, Désinvestissements et Sanctions est l'outil que les organisations palestiniennes nous offrent pour les soutenir et il faut absolument y adhérer et le mettre en place à tous les niveaux. Toutes les organisations et touTEs les paysanNEs avec lesquelles nous nous sommes entretenues soutiennent le BDS. L'occupation actuellement ne coûte rien à Israël, au contraire, il gagne de l'argent avec le tourisme international dans la Mer Morte et en exploitant les meilleures terres agricoles palestiniennes avec de main d'œuvre pas chère.

C'est le moment d'agir individuellement et collectivement, d'utiliser la force de nos choix de consommation contre l'occupation sioniste. Boycott d'Israël !

La journée « Palestina Eguna » a été positive et a rencontré un écho certain. D'accord pour dire qu'il faut renouveler cette initiative et, au-delà, organiser la solidarité avec la Palestine ici au Pays Basque Nord.



Solidarité avec les prisonnières et les prisonniers basques

SORTIR DE PRISON EST UN DROIT !

La répression continue dans l'Etat espagnol, le gouvernement y a fait arrêter le 26 mars des membres d'Etzerat (association des familles de prisonnierEs) et de Jaiki Haidi (association d'assistance médicale aux détenuEs). L'Etat français a le 25 mars renvoyé au 7 mai la décision concernant Ibon Fernandez Iradi après une troisième expertise médicale contradictoire. La libération de Frédéric Haranburu « Txistor », incarcéré depuis 25 ans a une nouvelle fois été refusée.

Le collectif Bagoaz organise le samedi 4 avril à 17h à Saint-Pée-sur-Nivelle une manifestation de soutien aux prisonnier-e-s basques et notamment en plus de Ibon et de Xistor, à Ion Parot, Unai Parot et Jakes Esnal pour appuyer leurs demandes de liberté conditionnelle. Le meeting se déroulera au Centre culturel Lareko et donnera lieu à des prises de paroles, des témoignages et des projections. Rappelons que certains prisonniers croupissent en prison depuis près d'un quart de siècle et que, pour l'instant, tant Paris que Madrid restent indifférents à leur sort. Manifestons leur notre soutien :

Toutes et tous le 4 avril à St Pée sur Nivelle !



CULTURE

Livre

Dans la tête de Vladimir Poutine, de Michel Eltchaninoff

Editions Solin/Actes Sud

Michel Eltchaninoff tente, dans ce petit ouvrage, de découvrir les maîtres à penser de Poutine à travers de ses discours, interventions et interviews divers.

Un de ceux-ci est un certain Ivan Ilyine que Poutine qualifie sans cesse de "grand philosophe". En fait il s'agit d'un obscur intellectuel qui avait quitté l'URSS après la Révolution d'Octobre et fut un grand admirateur de Mussolini, d'Hitler, de Franco et de Salazar. Profondément conservateur et ennemi des libertés démocratiques il prédisait que la destin de la Russie débarrassée du communisme, serait une puissance de premier plan qui aurait un "droit naturel" à asseoir sa domination sur les peuples voisins, dont les Ukrainiens mais aussi les peuples du Caucase et d'Asie centrale, inaptes selon lui à construire leurs propres états.

Autre source d'inspiration poutinienne son "confesseur", le pape Tikhone Chevkounov. C'est lui qui l'a convaincu de faire de la très réactionnaire église orthodoxe son alliée pour "moraliser" le peuple, église qui reste un des deux piliers du régime, l'autre étant les services secrets (ex-KGB devenu FSB) dont il est un pur produit. D'où ses croisades régulières contre la libération de la femme (avec une remise en cause du droit à l'avortement), son homophobie et ses attaques contre "la décadence morale" du monde moderne qui lui valent le soutien d'une bonne partie des groupes d'extrême droite d'Europe. Et son nationalisme russe exacerbé, qui lui fait considérer tout opposant comme un "agent de l'étranger" en général et des Etats-Unis en particulier, lui vaut aussi le soutien ouvert de... Mélenchon et des dirigeants vénézuéliens.

Fondamentalement l'idéologie poutinienne reflète les intérêts du tout jeune impérialisme russe, né sur les décombres de la bureaucratie stalinienne. Ce dernier est aux prises avec les impérialistes occidentaux qui ont profité de l'effondrement de l'URSS pour occuper - via l'OTAN et l'Union européenne - des positions dominantes dans d'anciens territoires soviétiques (les Pays baltes, la Georgie, l'Ukraine) et les anciennes démocraties populaires (Hongrie, Pologne etc.). Et les miettes que Poutine est parvenu à récupérer en Europe et dans l'Oural (Crimée ukrainienne, Transnistrie moldave, Abkhazie et Ossétie-du-Sud géorgiennes et demain peut-être l'Est de l'Ukraine) sont évidemment loin de compenser les territoires contrôlés - directement ou indirectement - par l'Union soviétique après 1945 et perdus ensuite par la Fédération de Russie.

Sur le plan international il se rêve en leader d'une coalition qui, derrière la Russie redevenue un empire eurasiatique, réunirait l'Inde et la Chine contre l'Occident. En fait Poutine tente, par sa rhétorique guerrière, de compenser la faiblesse économique de la Russie. Et si sa capacité de nuisance reste considérable il y a fort peu de chance que l'Empire eurasiatique dont il rêve voit le jour. Car outre l'opposition que rencontre sa politique en Europe centrale et orientale, y compris parmi ses alliés, il se heurte en Asie aux intérêts de la Chine.

Une politique fluctuante donc dont les marqueurs principaux restent cependant un conservatisme social, un nationalisme confinant à la xénophobie et un autoritarisme menant tout droit à une nouvelle dictature.

